

# Édito

## Restructurations patriarcales à l'Est

Iulia Hasdeu, Véronique Mottier, Lorena Parini, Patricia Roux, Maria Rosaria Spano

C'était déjà, ou seulement, il y a quinze ans... 1989 : fin de la guerre froide, effondrement des régimes communistes, début d'un processus dit de transition marqué par des changements sociaux, économiques et institutionnels profonds. Le rejet de l'idéologie communiste et l'entrée des pays d'Europe de l'Est dans l'ordre capitaliste ont des conséquences majeures pour les femmes, que ce numéro de *NQF* tente d'analyser. Les femmes de ces pays se voient aujourd'hui réassigner le rôle de productrices et de gardiennes de l'ethnicité et de la tradition. L'on assiste en effet à un retour à la forme minimaliste du lien social, la famille, dont tout le poids retombe sur les épaules des femmes, en termes de travail domestique, de soins à autrui et d'économie de survie, d'autant plus que la « transition » s'accompagne d'un chômage massif dont elles font principalement les frais. Plus que jamais, « femme » est associée à « mère » : elle produit les enfants, elle produit la nation et l'ethnie.

Le retour aux traditions qu'évoque cette redéfinition de la place des femmes dans les sociétés postcommunistes nous conduit à mettre « transition » entre guillemets. Relevant d'une vision linéaire et évolutionniste des sociétés, nourrie par l'idéologie du progrès, ce terme ne rend pas compte de l'enjeu actuel de la reconstruction des pays de l'Est : il s'agit d'élaborer une nouvelle norme de référence, pour ne plus être de simples « post » mais devenir de nouveaux sujets politiques. Cela se traduit en l'occurrence par une marche vers le futur qui est circulaire, qui s'accomplit dans la réinvention d'un passé mythique. Ainsi, la religion, la famille et l'ethnie sont réinvesties comme étant les formes sociales « authentiques » du groupe, épurées des politiques communistes d'« émancipation » et des valeurs perverses des pays de l'Ouest.

Au fond, c'est la notion même d'égalité qui est remise en cause, d'une part parce qu'elle est largement associée à la tradition communiste, et d'autre part parce que la lutte pour la survie qui accompagne le projet néolibéral des pays occidentaux induit forcément un rejet de l'égalitarisme.

Cependant, si ce rejet sert essentiellement, en Occident, à justifier l'abandon des politiques de redistribution sociale relevant de la responsabilité de l'État-providence, il sert, dans les anciens pays communistes, à penser de façon hiérarchique, et parfois violente, les rapports entre groupes ethno-culturels ou les rapports de genre.

Faut-il parler dans ce contexte d'une nouvelle forme de patriarcat, d'un «néo-patriarcat», ou au contraire d'un patriarcat «archétypal»? Ce numéro de *NQF* souhaite apporter un éclairage à cette question en ouvrant ses colonnes à des chercheuses des pays de l'Est dont les travaux sont trop peu connus du public francophone. L'ensemble du numéro s'intéresse à la recomposition des rapports sociaux de sexe qui se joue tant dans les résistances féministes que dans les politiques mises en place par les régimes postcommunistes pour reconstruire l'État et la nation.

### Résistances féministes

Face à la violence économique et culturelle de la «transition», la question du genre a pu paraître secondaire dans un premier temps: l'analyse des inégalités de sexe devait-elle laisser la place à des problématiques sociales et politiques comme la paupérisation, le chômage engendré par la libéralisation de l'économie ou encore le retour à certaines nostalgies autoritaires (voir le *Parcours* de Mihaela Miroiu)<sup>1</sup>? L'entrée en scène d'organisations telles que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, avec leurs plans de restructuration draconiens, a mis la question des rapports économiques au premier plan, au détriment des rapports de genre. Le phénomène est bien connu: dans des périodes instables sur le plan politique et/ou économique, les groupes au pouvoir – quand ils ne menacent pas explicitement les féministes en résistance – minimisent les effets du patriarcat et l'importance des problématiques féministes, les reléguant en dernière page de l'agenda politique au profit d'un discours unificateur au sein duquel les femmes doivent reprendre leur fonction traditionnelle d'épouse et de mère, productrices de la nation.

Certains échanges entre féministes «de l'Est» et féministes «de l'Ouest» sont à cet égard importants, nécessaires pour lutter contre les inégalités de sexe attachées au processus de formation des structures étatiques. Mais ces échanges ne sont pas exempts de malentendus. Les inégalités économiques et sociales, de même que les disparités culturelles, ont favorisé la critique des modèles d'analyse occidentaux, qui se sont vu à leur tour confrontés aux réalités de l'Est. Le *Champ libre* de Biljana Kasic est consacré au rôle joué par cette «différence» au sein des échanges scientifiques et du

---

1. Dans ce numéro, tous les noms des auteur-e-s sont sans accents du fait que nous n'avons pas pu, pour des raisons financières, nous procurer les

polices de caractères qui reproduisent les signes diacritiques des langues de l'Est. Merci aux auteur-e-s de nous en excuser.

militantisme féministe. D'un côté comme de l'autre de l'ancien «rideau de fer», les images «mythiques-idéalisées» de «l'Autre» brouillent la compréhension mutuelle. Kasic explore le caractère fallacieux de l'adhésion à des divisions simplistes telles que «Est-Ouest», y compris au sein des féministes, et la nécessité de déconstruire les stéréotypes qui y sont associés. Il n'y a pas un féminisme à l'Ouest mais des féminismes, et il en va de même à l'Est. C'est vers la littérature postcoloniale que Kasic se tourne pour «saisir les interrelations complexes» entre des identités de femmes et un ordre du jour féministe à porter dans l'espace public.

Ce numéro présente quelques exemples de collectifs qui s'organisent pour faire avancer ce projet féministe, tant du côté de la société civile (voir le compte rendu de la caravane des Femmes des Balkans pour la paix) qu'au sein des milieux universitaires, avec le Centre d'Études Femmes de Zagreb (article de Zeljka Jelavic dans la rubrique Collectifs) et le Centre Gender Studies de Prague (Alexandra Dolezelova). Dans la même rubrique, avec l'Association des Femmes kosovares isolées (Irène Schmidlin), on fait un saut de ce côté-ci de la frontière en abordant une question qui est le résultat direct des divisions du monde : l'asile.

## **Reproduction et politique**

Quant au dossier du numéro, il présente trois contributions dont la communauté ne peut que nous interpeller : les quatre auteur-e-s de ces articles démontrent que la reproduction (élevage des enfants, avortement, sexualité...) est au cœur des politiques des États en transition.

L'un des articles du *Grand Angle* est écrit par deux chercheuses américaines, Susan Gal et Gail Kligman, dont les travaux sont centrés sur l'Europe centrale et orientale. Le choix de faire intervenir Gal et Kligman rend compte des échanges soutenus qui lient depuis longtemps les scientifiques de l'Est et anglo-saxonnes. En l'occurrence, cet article analyse les différents modes par lesquels l'instrumentalisation politique de la reproduction devient l'un des vecteurs principaux de la sexuaction du processus de transformation des pays postcommunistes. Gal et Kligman montrent comment la politisation de la reproduction redessine les frontières des rapports entre État et nation, et ainsi celles de la sphère politique, propulsant des enjeux souvent définis comme privés dans le débat public. Dans le même ordre d'idée, l'instrumentalisation des femmes participe à la reconstruction de la nation : l'utilisation du viol comme arme de «nettoyage ethnique» durant la guerre en ex-Yougoslavie, de même que les débats publics sur la législation en matière d'avortement et de stérilisation en Hongrie, en Allemagne réunifiée et en Pologne, sont autant d'exemples de l'usage qui est fait de la reproduction pour renouveler les activités étatiques et les identités nationales. La question de la reproduction se joue autour de la double image de la Nation, catégorie identitaire et affective, et de l'État, structure hiérarchique et autoritaire, qui assure l'organisation

de la vie de la communauté. Les femmes, assignées à leur fonction reproductive, jouent un rôle central dans ce dispositif symbolique, à travers l'érotisation de la relation entre Nation (féminin) et État (masculin) dont le but est de façonner et de protéger une « essence nationale » imaginée.

Ce contrôle étatique a toutefois des limites dues aux contradictions internes que les pays en transition doivent gérer. Examinant les résistances des femmes à l'introduction du travail à temps partiel en Pologne, Stéphane Portet constate que la « conciliation famille-travail » a une histoire bien particulière dans ce pays. Tous les acteurs dominants de la Pologne ont cherché à imposer le travail à temps partiel féminin afin de répondre aux exigences de cette « conciliation » : l'Église catholique pour sauvegarder la fonction reproductive et maternelle des femmes ; le gouvernement communiste pour disposer de plus de main-d'œuvre (dans les années 70) et rationaliser l'emploi (années 80) ; le gouvernement actuel pour que les femmes compensent le manque de crèches et de garderies lié à la diminution des budgets sociaux, et pour satisfaire les exigences de flexibilité et de précarisation imposées par l'économie capitaliste. Mais le discours revivifié sur la « conciliation des rôles » n'aboutit toujours pas, en Pologne, au résultat qu'on lui connaît dans nombre de pays occidentaux, où le travail professionnel des femmes doit s'adapter à « leurs » charges familiales sans remettre en cause le non-partage, sexué, du travail domestique. Car ce discours bute sur une « culture de la maternité » bien ancrée en Pologne : pour la plupart des femmes et des hommes, le modèle de référence reste celui de la femme qui ne devrait pas travailler et qui devrait se consacrer à ses enfants. Or, les politiques de l'État polonais n'ont jamais permis aux femmes, et ne leur permettent toujours pas d'incarner ce modèle, sans compter que le travail à plein-temps reste nécessaire pour survivre.

Le thème de la tension entre le rôle professionnel et le rôle maternel des femmes est repris par Eniko Magyari-Vincze dans le contexte de la Roumanie postcommuniste. Son article examine les rapports de complicité qui lient l'État aux membres de la nation, ainsi que toutes les discontinuités qui marquent ces rapports. Plus précisément, l'autrice explore la manière dont le contrôle étatique des moyens de production économique et des moyens de reproduction biologique conditionne la position des femmes dans la société. Cependant, ce processus ne doit pas être conceptualisé de manière trop déterministe. Si les valeurs patriarcales dominent l'action de l'État roumain, les citoyennes ne sont pas des réceptrices passives des politiques étatiques imposées « par le haut » : elles sont des sujets actifs qui contribuent à reproduire les idéologies de genre dans leur vie de tous les jours, et qui sont aussi capables, conjointement, d'agir et de résister « depuis le bas » aux discours normatifs et aux pratiques de l'État. S'appuyant sur une série d'entretiens effectués auprès des habitant·e·s d'une ville de Transylvanie, Magyari montre comment les femmes et les hommes intègrent, reproduisent et subvertissent les identités de genre dans leurs expériences personnelles. Alors que ces entretiens font parfois apparaître

une certaine nostalgie à l'égard du communisme, surtout pour la stabilité de l'emploi qui y régnait, Magyari constate également l'émergence d'un discours sur le droit individuel au travail, l'autonomie personnelle, et le droit au contrôle de la reproduction par les femmes. Ces revendications contestent à la fois l'idéologie patriarcale de la société roumaine actuelle, et l'idéologie nationaliste qui fait du travail reproductif des femmes un devoir envers la nation.

Signalons encore, dans la rubrique *Parcours*, l'entretien avec l'écrivaine et militante Lindsey Collen, syndicaliste et cofondatrice du Mouvement de libération des femmes à l'île Maurice. Menée par Barbara Waldis, dont l'introduction dresse un tableau des conditions de vie et de lutte des Mauricien-ne-s, cette interview traite de la multiplicité des expériences des femmes – politique, coloniale et sexuelle. « Artistes de la révolution », ces femmes se battent aujourd'hui pour que l'État reconnaisse que ce sont elles, et non les hommes, les cheffes de famille, pour des conditions de vie qui assurent leur autonomie (logement, emploi, etc.) et leur droit à disposer librement de leur corps (légalisation de l'avortement, pénalisation du viol...). La composante politique des romans de Lindsey Collen lui a valu non seulement d'être interdite de publication, mais également d'être menacée par les fondamentalistes hindous et le gouvernement mauricien. Son écriture féministe engagée n'en a pas moins franchi les frontières de l'île.

La réalisation de ce numéro nous a montré les difficultés des femmes à faire entendre leur voix dans les pays postcommunistes comme dans d'autres régions de la terre, qu'elles se lèvent pour dénoncer le traitement discriminatoire que le système capitaliste et patriarcal leur réserve, ou qu'elles s'organisent pour construire une résistance féministe capable d'inventer un monde d'égalité, notamment en créant des espaces d'éducation et de formation où les femmes acquièrent les moyens de penser les modalités du changement. Nous voudrions dédier ce numéro à toutes ces femmes militantes qui portent avec ténacité le message féministe, sans oublier les théoriciennes féministes de l'Est qui ne sont plus en vie mais qui ont contribué à la compréhension des enjeux que nous avons explorés ici, telles Agnes Hochberg de Budapest ou Zarana Papić de Belgrade. ■